



Ce document a été mis en ligne par l'organisme [FormaV®](#)

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :

www.formav.co/explorer

Corrigé du sujet d'examen - Bac STMG - Droit et économie - Session 2023

Correction Baccalauréat Technologique - Droit et Économie

Diplôme : Baccalauréat Technologique

Matière : Droit et Économie

Session : 2023

Durée de l'épreuve : 4 heures

Coefficient : 16

| Partie Juridique

Cette partie implique d'analyser une situation juridique de la SARL Pompes à Chaleur Provençales, dirigée par M. Ronald GARNIER, et de répondre à des questions sur le licenciement d'un commercial, M. MARTIN.

1. Résumé des faits avec qualifications juridiques

Énoncé : Résumer la situation juridique en utilisant des qualifications juridiques.

Démarche : Il s'agit ici d'identifier les différents éléments de droit qui régissent la situation. Dans cette affaire :

- La SARL Pompes à Chaleur Provençales (employeur) engage M. MARTIN (salarié) sous un contrat à durée indéterminée (CDI).
- Le contrat stipule des obligations de l'employé (respecter le programme d'activité et la zone géographique d'affectation).
- M. MARTIN désactive le géolocalisateur dont l'utilisation est liée à son rôle, ce qui entraîne une rupture de contrat pour faute grave.

Réponse : Les faits peuvent être qualifiés de rupture de contrat de travail pour faute grave par M. GARNIER, suite à une désobéissance à des instructions claires et à une mise en danger des intérêts de l'entreprise.

2. Argumentation juridique pour la rupture du contrat de M. MARTIN

Énoncé : Développer l'argumentation juridique justifiant la rupture du contrat.

Démarche : Pour justifier la rupture pour faute grave, il faut considérer :

- La violation des obligations contractuelles par M. MARTIN, notamment le non-respect de la zone d'affectation.
- La désactivation du système de géolocalisation, ce qui constitue une atteinte aux intérêts de l'entreprise et empêche un contrôle efficace de son travail.
- La faute grave est définie par le Code du travail comme une incapacité de maintenir la relation de travail, en raison d'une violation des obligations essentielles.

Réponse : La SARL Pompes à Chaleur Provençales peut soutenir que M. MARTIN a commis une faute grave justifiant la rupture de son contrat de travail.

3. Argumentation de M. MARTIN

Énoncé : Développer l'argumentation que M. MARTIN pourrait opposer.

Démarche : M. MARTIN peut argumenter que :

- La désactivation du géolocalisateur est une mesure de protection de sa vie privée et ne constitue pas une faute grave si elle est conforme à ses droits en tant que salarié.
- Les instructions de l'employeur concernant la géolocalisation n'ont pas été clairement établies ni communiquées dans le contrat de travail.
- Il peut également invoquer le droit à la déconnexion, comme prévu par la CNIL, qui protège son droit à la vie privée.

Réponse : M. MARTIN pourrait opposer que la rupture pour faute grave n'est pas justifiée, car il protégeait ses libertés individuelles.

4. Protection des libertés individuelles du salarié

Énoncé : Pourquoi le droit protège-t-il les libertés individuelles du salarié dans le cadre de la relation de travail ?

Démarche : Il est essentiel de rappeler que :

- Les libertés individuelles, comme le respect de la vie privée, sont essentielles dans la relation de travail pour éviter des abus de pouvoir par l'employeur.
- Le droit du travail, au travers de l'article L.1121-1, stipule que toute restriction aux droits des personnes doit être justifiée et proportionnée.
- Cette protection vise à instaurer un équilibre entre les intérêts de l'entreprise et les droits fondamentaux des salariés.

Réponse : Le droit protège les libertés individuelles des salariés pour éviter les abus et garantir une relation de travail équilibrée.

| Partie Économique

Cette partie demande des commentaires et réflexions sur divers aspects économiques concernant la France.

1. Évolution du solde de la balance commerciale en biens depuis 2000

Énoncé : Commenter l'évolution du solde de la balance commerciale en biens depuis 2000.

Démarche : On peut étudier les fluctuations du solde de la balance commerciale en examinant :

- Le solde commercial est souvent déficitaire, indiquant que les importations dépassent les exportations.
- Le graphique et les données des annexes montrent une dégradation continue depuis 2000, exacerbée par des facteurs comme la mondialisation et la désindustrialisation.
- Des pics d'exportations dans certains secteurs, suivis de hausses d'importations de biens d'équipement et de consommation.

Réponse : La France a enregistré un solde commercial déficitaire en biens depuis 2000, impacté par une désindustrialisation accrue.

2. Attractivité de la France pour les IDE

Énoncé : Expliquer l'attractivité de la France en matière d'Investissements Directs à l'Étranger (IDE).

Démarche : Plusieurs facteurs contribuent à l'attractivité :

- Position géographique et infrastructures de qualité facilitant l'accès aux marchés européens.
- Progrès en compétitivité du coût du travail, les aides à la recherche et développement.
- Un environnement favorable, historiquement lié à un haut niveau de protection des entreprises.

Réponse : La France demeure attractive pour les IDE grâce à sa position stratégique, son environnement de soutien aux entreprises et sa compétitivité améliorée.

3. Lien entre politiques de relance et importations

Énoncé : Établir un lien entre les politiques de relance en France et la hausse des importations.

Démarche : Analyser comment les politiques de relance influent sur les importations :

- Les mesures de relance augmentent le pouvoir d'achat, ce qui entraîne une hausse de la consommation, notamment d'importations.
- Une partie de cette demande est satisfaite par des produits étrangers, en raison d'une offre nationale insuffisante.
- Conséquence : phénomène d'effet revenu, entraînant un accroissement des importations en réponse à une demande nationale croissante.

Réponse : Les politiques de relance favorisent les importations en stimulant la demande nationale, souvent incapable d'être satisfaite par l'offre locale.

4. Éléments du plan de relance correspondant à une politique d'offre

Énoncé : Identifier les éléments du plan de relance qui correspondent à une politique d'offre.

Démarche : Évaluer les mesures prises par le gouvernement :

- Baisse des impôts de production pour stimuler l'investissement des entreprises.
- Investissements publics ciblés sur la transition écologique et la modernisation des infrastructures industrielles.
- Aides à la relocalisation et à la digitalisation des entreprises, en particulier pour les PME.

Réponse : Les mesures de baisse des impôts et d'investissements soutenant l'industrialisation et la transition énergétique sont des éléments clés de la politique d'offre du plan de relance.

5. Argumentation sur l'influence de l'État sur le niveau de la balance commerciale

Énoncé : Rédiger une argumentation sur l'influence de l'État sur la balance commerciale.

Démarche : Construire une argumentation en considérant les effets des politiques économiques :

- Des politiques d'État peuvent conduire à une stimulation économique, augmentant à la fois la production et les importations.
- Le soutien aux entreprises peut générer des excédents dans certains secteurs tout en augmentant la dépendance à des imports dans d'autres.
- Il est crucial d'évaluer l'impact global sur le solde commercial et l'effet d'entraînement sur l'économie locale.

Réponse : Les politiques de relance de l'État peuvent avoir un impact significatif sur la balance commerciale, tant en augmentant les exportations qu'en exacerbant le déficit commercial par le biais des importations.

Conseils pratiques pour réussir l'épreuve

- Gérez votre temps en allouant un nombre prédéfini de minutes à chaque question, priorisez celles qui semblent plus faciles.
 - Lire attentivement les annexes pour extraire des données pertinentes et illustrer vos réponses.
 - Utilisez un vocabulaire juridique précis et explicatif dans la partie juridique pour démontrer votre compréhension des enjeux.
 - Illustrez vos points avec des exemples concrets ou des références à des cas réels lorsque cela est pertinent, surtout dans la partie économique.
 - Vérifiez la structure de vos réponses, en vous assurant d'introduire votre argumentation avant de la développer clairement.
-

© FormaV EI. Tous droits réservés.

Propriété exclusive de FormaV. Toute reproduction ou diffusion interdite sans autorisation.

Copyright © 2026 FormaV. Tous droits réservés.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.